

# Après la campagne de l'U.N.E.F... revendicative

**L**A campagne de revendication lancée par l'U.N.E.F. s'est déroulée comme prévue le 2 février en province et le 3 à Paris.

Dans les villes universitaires de province, les A.G. avaient donné l'ordre de grève des cours, soit pour toute la journée (Grenoble et Reims), soit pour l'après-midi : ainsi à Bordeaux, ralliée à la direction de l'U.N.E.F. depuis un an seulement et où la grève a bien été suivie.

Dans la plupart des villes avait lieu soit une manifestation, soit un meeting. A Grenoble une longue manifestation réunit en fin de matinée 1.800 personnes qui défilèrent pendant plus d'une heure dans les rues de la ville ; à Toulouse, où deux lieux de rassemblement avaient été prévus, les manifestants se rejoignirent sur la place du Capitole et ce furent plus de 1.200 étudiants qui défilèrent dans la ville malgré la pluie : quelques pétards éclatèrent mais ce furent les seuls incidents à signaler...

A Strasbourg, à Bordeaux, à Caen où une motion fut apportée à la Préfecture, à Clermont et Dijon également étaient organisés des meetings et des défilés dans la rue.

A Besançon le meeting qui avait lieu devant la cité universitaire recevait l'appui des syndicats ouvriers ; ailleurs (Rouen et Reims) des assemblées générales regroupaient les étudiants, ce qui fut fait également à Lille où les dirigeants de l'A.G. prévoient une action revendicative d'une plus grande ampleur pour le début du mois de mars.

## ...A PARIS

**C**INQ mille étudiants s'étaient réunis pour pousser le traditionnel mais sérieux cri d'alarme de l'Université française. Les dirigeants de l'U.N.E.F. avaient donné à cette manifestation un caractère strictement corporatif. Cependant les mots d'ordre avaient une résonance beaucoup plus profonde : la liaison se fit spontanément entre les revendications corporatives et le problème

Ainsi, un peu partout divers moyens furent mis en œuvre pour donner la plus grande publicité à des problèmes « ardu » de crédits et de revendications corporatives qui sont aussi des problèmes angoissants !

C'est à Paris que cette campagne revendicative prit l'aspect le plus spectaculaire. 5.000 étudiants au moins se rassemblèrent rue Soufflot sous les balcons de l'U.N.E.F. d'où les représentants des syndicats enseignants, de la F.E.N. et de l'U.N.E.F. s'adressèrent à eux. Le discours du Président de l'U.N.E.F. clôtura la série : il fut sans cesse interrompu par des ovations et des huées qui ne s'adressaient évidemment pas aux mêmes personnes lorsqu'était évoquée, face aux revendications de l'U.N.E.F., la misère d'une Education Nationale qui n'a même pas de ministre et qui ne peut garder du passage du Premier Ministre à ce poste, en guise de souvenir, que la loi d'aide à l'Enseignement privé !

Les principaux thèmes de ce discours furent alors repris en slogans par les manifestants qui se regroupèrent au coin de la rue Soufflot et descendirent en un long cortège vers la Seine jusqu'à la place St-Michel. Le défilé fut long, interrompu par-ci par-là par des échauffourées opposant aux organisateurs certains éléments fascistes qui s'étaient glissés dans le service d'ordre et distribuaient des tracts anti-U.N.E.F...

algérien par les slogans qui furent le plus souvent scandés : « des profs, pas de paras », « des amphis, pas de canons ». Nos gouvernants ne furent point épargnés et l'on put entendre : « Debré au couvent », « De Gaulle au musée ». En certains points même, éclatèrent des « Paix en Algérie », étouffés par le service d'ordre étudiant qui lançait des contre-slogans.

C'est pourquoi, à la fin de la manifestation, un

grand nombre d'étudiants sont restés sur leur faim. Aux cris de « Pour la Paix, avec nous », un groupe se forma. Il y eut une brève bataille avec une vingtaine d'« Algérie française ». Là la majorité des journaux sont pudiques et même contradictoires. Alors que certains reconnaissent que l'agitation a duré plus d'une heure, d'autres affirment que tout rentra dans le calme aussitôt. Quant au nombre des manifestants, il va de 100 (Libération) à 3 ou 400 (Europe N° 1) en passant par 200 (Le Monde).

Il faut l'avouer, il ne fut pas possible d'organiser une manifestation parce que rien n'avait été prévu. Mais il faut dire aussi que là où il y avait quatre ou cinq étudiants décidés, un groupe de 50 ou 100 personnes se formait aussitôt. On peut compter qu'au départ il y avait environ 500 personnes. Le nombre baissa vite en raison du manque total d'organisation (on ne fait pas une manifestation en montant et en descendant par petits groupes le boulevard Saint-Michel) et, également en raison des forces de police considérables qui coupèrent en deux dès le début le principal cortège qui entraîna la

dispersion d'une bonne partie de celui-ci.

Mais ce qui est indéniable, c'est que pendant une heure, environ 200 étudiants ne cessèrent de manifester aux cris de « Abbas à Paris », « Cessez les tortures », « Indépendance », etc., sous les yeux d'une foule assez considérable. A ceux-là l'extrême-droite ne sut opposer qu'une vingtaine de trublions qu'une bonne volée dispersa rapidement. Il est à noter que la police n'intervint pas, sauf au début et cela sans aucune brutalité.

Il apparaît donc que la sensibilité politique du monde étudiant n'a pas été émoussée par le bluff du référendum. Une manifestation pour la paix en Algérie est actuellement possible chez les étudiants. Ce qui manquait vendredi, c'était une organisation et des mots d'ordre précis. Mais que, malgré les conseils du service d'ordre de l'U.N.E.F., spontanément, des étudiants aient manifesté pendant une heure cela augure bien des combats de l'avenir.

Jean-Paul NAURY